



VILLE DE SAINT NAZAIRE

(Loire-Atlantique)

SERVICE HYGIENE ENVIRONNEMENT SECURITE

AUTORISATION D'AMENAGEMENT

Maison de l'Apprentissage

66 rue Michel Ange

Extension Nord de la Maison de l'Apprentissage

AT/PC 044 184 24 0091T

ARRETE DU 10 OCTOBRE 2024

Le Maire de la Ville de Saint-Nazaire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment ses articles portant sur la protection contre les risques d'incendie, de panique, et l'accessibilité des personnes handicapées dans les établissements recevant du public ;

Vu le Code Pénal ;

Vu le Code de la Sécurité Intérieure ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, pris en application de l'article R 123-12 du Code de la Construction et de l'habitation, modifié et complété par les textes subséquents ;

Vu l'arrêté du 4 juin 1982 modifié portant approbation de disposition complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de type R ;

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié, relatif à la Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 7 juin 2013 instituant dans le Département de Loire Atlantique une Commission Consultative Départementale de Sécurité et Accessibilité ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2017 modifié par l'arrêté du 27 octobre 2017 instituant une sous-commission départementale pour la Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 mars 2019 instituant une sous-commission départementale pour l'Accessibilité des personnes handicapées ;

Ville de Saint-Nazaire

CS 40416

44600 SAINT-NAZAIRE

T 02 40 00 40 00

www.saintnazaire.fr/contact

Vu l'arrêté municipal en date du 21 juin 2023 modifié portant délégation d'attributions aux adjoints et aux conseillers municipaux délégués, dans le cadre et dans la limite des pouvoirs qui leur sont personnellement conférés, à l'effet de signer en lieu et place du maire les arrêtés municipaux relevant de leur domaine respectif d'attributions ;

Considérant la demande effectuée en date du 22 mai 2024 par Monsieur Yann TRICHARD représentant la CCI NANTES ST-NAZAIRE pour l'extension Nord de la Maison de l'Apprentissage située 66 rue Michel Ange à Saint-Nazaire ;

Considérant les avis favorables de Commissions Communales de Sécurité et d'Accessibilité émis lors de la séance du 10 octobre 2024 ;

Sur proposition de M. le Directeur Général des Services ;

ARRETE :

ARTICLE 1 – L'exécution des travaux d'aménagement décrits dans la demande susvisée est autorisée.

ARTICLE 2 – Les travaux d'aménagement devront impérativement être réalisés conformément aux avis émis par les Commissions Communales de Sécurité et d'Accessibilité dont les prescriptions sont reprises en annexe.

ARTICLE 3 – La présente décision ne vaut pas autorisation d'urbanisme. Celle-ci sera accordée (ou refusée) au regard de la présente décision et des règles d'urbanisme en vigueur.

ARTICLE 4 – Le présent arrêté sera transmis à l'unité Autorisation du Droit des sols de la Ville de Saint-Nazaire. Un exemplaire sera transmis à Monsieur le Sous-Préfet.

Saint-Nazaire, le 10 octobre 2024

Le Maire,
Pour le Maire,
La Conseillère Municipale Déléguée,

Fabienne DEFOY



**Maison de l'Apprentissage
66 rue Michel Ange
Extension Nord de la Maison de l'Apprentissage
AT/PC 044 184 24 0091T**

Ville de SAINT-NAZAIRE

ANNEXE N°1

AVIS DES COMMISSIONS

Vu pour être annexé à l'arrêté municipal en date du 10 octobre 2024

Saint-Nazaire, le 10 octobre 2024

Le Maire,
Pour le Maire,
La Conseillère Municipale Déléguée,

Fabienne DEFOY





COMMISSION COMMUNALE SECURITE

Séance du 10 octobre 2024

PROCES-VERBAL

Maison de l'Apprentissage

66 rue Michel Ange

Extension Nord de la Maison de l'Apprentissage

AT/PC 044 184 24 0091T

Après examen du rapport d'étude du SDIS en date du 4 octobre 2024, la Commission Communale de Sécurité émet à l'unanimité, un **AVIS FAVORABLE** à l'exécution de ce projet.

Cet avis est assorti des prescriptions contenues dans ce rapport qui devront être respectées à l'occasion des travaux.

Fait à Saint-Nazaire, le 10 octobre 2024

La Présidente de la Commission Communale

d'Accessibilité ERP de Saint-Nazaire.





**SAPEURS-POMPIERS
DE LOIRE-ATLANTIQUE**

**Groupelement Prévention
Bureau Prévention Groupelement Ouest**
120, Boulevard Jean de Neyman
44600 SAINT-NAZAIRE

Affaire suivie par : Capitaine Guillaume BUCCO
Secrétariat : Anne-Claire PINOT
Tél. : 02-40-22-74-86

Nos références : N° 2024-006119

Dossier N° E-184-00465-001

ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

Décret N° 2021-872 du 30 juin 2021 codifié

**Commission communale de Saint-Nazaire pour la sécurité
contre les risques d'incendie et de panique
dans les ERP**

Séance du 10 octobre 2024

**Examen d'une demande de Permis de Construire
PC n°044-184-24-T0091**

**Examen d'une demande d'Autorisation de Travaux
AT n°044-184-24-0091T**

Nom de l'Etablissement : Extension Nord de la Maison de l'apprentissage
Nature des travaux : Construction de l'extension Nord de la Maison de l'apprentissage
Commune - Adresse : SAINT-NAZAIRE - 66 Rue Michel Ange
Origine : Monsieur le Maire de SAINT-NAZAIRE - Courrier en date du 12 août 2024
Désignation de l'activité : Etablissement d'enseignement - Externat
Demandeur : M. Yann TRICHARD
Classement :

- Type : R-héberg

- Catégorie : 3^{ème}

DOCUMENTS EXAMINES

Pièces écrites

- ⇒ 1 demande de permis de construire datée du 22/05/2024, signée par le maître d'ouvrage
- ⇒ 1 demande d'autorisation de travaux datée du 22/05/2024, signée par le maître d'ouvrage
- ⇒ 1 notice descriptive de sécurité datée du 04/06/2024, signée par le maître d'œuvre
- ⇒ 1 rapport préalable de l'organisme agréé APAVE daté du 05/06/2024, rédigé par Madame Murielle GOUJON

Pièces graphiques

- ⇒ 1 jeu de plans (situation, masse, niveaux, façades) daté de juillet 2024, réalisé par Atelier Tequi Architectes

REGLEMENTATIONS APPLICABLES

- ☐ Code de la construction et de l'habitation - Articles R.143-1 à R.143-47
- ☐ Règlement de sécurité contre l'incendie du 25 juin 1980 modifié relatif aux établissements recevant du public et instructions techniques annexées
- ☐ Arrêté Ministériel du 4 juin 1982 modifié (dispositions particulières applicables aux établissements du type R)

EFFECTIF DU PUBLIC POUVANT ETRE ADMIS

Référence : Article R2 de l'arrêté du 4 juin 1982 modifié

Niveaux	Mode de calcul	Effectif public	Effectif personnel
R+2	Type R : selon déclaration	240 personnes	8 personnes
R+1		352 personnes	12 personnes
Rez-de-chaussée		50 personnes	5 personnes
TOTAUX		642 personnes	25 personnes
		667 personnes	

DESCRIPTION

Le projet consiste à construire une extension au Nord de l'aile Ouest de la Maison de l'apprentissage. Ce nouveau bâtiment, à R+2 et de forme rectangulaire, est isolé du bâtiment existant de la Maison de l'apprentissage. L'ensemble constituera un groupement d'établissement au sens de l'article GN 3 de l'arrêté du 25 juin 1980.

L'extension Nord se déclinera ainsi :

- **Niveau R+2 :**
 - des salles de cours
 - 1 salle d'examen divisible en 2 avec cloison amovible
 - des sanitaires
 - des box
 - 1 local ménage
 - 1 local technique
 - 1 local de stockage
 - 1 local VDI
- **Niveau R+1 :**
 - des salles de cours
 - des sanitaires
 - des box
 - 1 local ménage
 - 1 local technique

- **Niveau rez-de-chaussée :**
 - un hall d'entrée (espace bioclimatique) ouvert sur tous les niveaux
 - une zone « Coiffure » :
 - 1 sas d'entrée avec accueil et espace d'attente
 - 3 salons
 - des locaux de stockages (matériels et produits)
 - 2 vestiaires
 - 1 bureau
 - 1 secrétariat
 - 2 locaux techniques
 - 1 local ménage
 - des sanitaires
 - 1 local sous-station chauffage et ECS (accès extérieur)
 - 1 local TGBT (accès extérieur)
 - une zone « Plateau technique » :
 - 1 plateau technique
 - 1 salle de cours
 - 1 bureau
 - 1 local réserve
 - 1 local technique
 - des sanitaires

Les différents niveaux sont desservis par un escalier non encloué dans le hall, deux escaliers encloués débouchant directement sur l'extérieur et un ascenseur.



CONSTRUCTION (CO)

☐ Conception et desserte des bâtiments

- ⇒ Conception de la distribution intérieure par cloisonnement traditionnel
- ⇒ 2 façades accessibles desservies par voie engins (rue Michel Ange à l'Ouest et voie privée à l'Est)
- ⇒ Plancher bas du dernier niveau accessible < à 8 mètres
- ⇒ 2 baies accessibles (0,90m x 1,30m) par niveau sur la façade Ouest

☐ Isolement par rapport aux tiers

- ⇒ Isolé des tiers en vis-à-vis par des aires libres > à 8 mètres
- ⇒ Isolé du tiers mitoyen (bâtiment existant de la Maison de l'apprentissage) par des murs et planchers coupe-feu de degré 2 heures et un sas d'intercommunication avec 2 portes coupe-feu de degré 1 heure à chaque niveau

☐ Résistance au feu des structures (stable au feu de degré ½ heure)

- ⇒ Structure : bois
- ⇒ Planchers : bois (coupe-feu de degré ½ heure)
- ⇒ Charpente : dalle mixte béton et bois

☐ Couvertures

- ⇒ Dalle végétalisée

☐ Façades

- ⇒ Bardage bois (Cf. Guide du CTSB « Bois construction et propagation du feu par les façades »)

☐ Distribution intérieure et compartimentage

- ⇒ Parois entre locaux et dégagements accessibles au public coupe-feu de degré 1/2 heure
- ⇒ Parois entre locaux accessibles et non accessibles au public pare-flammes de degré 1/2 heure
- ⇒ Recoupement des circulations horizontales enclouées de grande longueur par parois et blocs-portes pare-flammes de degré ½ heure munis de ferme-portes avec asservissement à l'équipement d'alarme

☐ **Locaux à risques particuliers**

⇒ Risques moyens : locaux techniques, de stockages, de ménage, local réserve, local TBGT, local sous-station

☐ **Dégagements**

Niveaux	Effectifs par niveau	Effectifs cumulés	Dégagements
2 ^{ème} étage	248 personnes	248 personnes	2 escaliers encloisonnés de 2 unités de passage chacun débouchant directement sur l'extérieur et 1 escalier non encloisonné de 3 unités de passage dans le hall
1 ^{er} étage	364 personnes	612 personnes	2 escaliers encloisonnés de 2 unités de passage chacun débouchant directement sur l'extérieur et 1 escalier non encloisonné de 3 unités de passage dans le hall
Rez-de-chaussée	55 personnes	667 personnes	<u>Hall d'entrée</u> : 1 sortie de 3 unités de passage et 1 sortie de 2 unités de passage <u>Zone « Coiffure »</u> : 1 sortie de 3 unités de passage, 1 sortie de 2 unités de passage et 1 sortie d'1 unité de passage (effectif : 28 personnes) <u>Zone « Plateau technique »</u> : 1 sortie de 3 unités de passage (effectif : 27 personnes) (voir prescription n° 1)

⇒ Asservissement à l'équipement d'alarme de la fermeture des portes de chaque cage d'escalier

☐ **Solution retenue pour l'évacuation des personnes en situation de handicap**

⇒ Evacuation de plain-pied au rez-de-chaussée et solution équivalente aux EAS dans les étages : concept de secteur avec aide humaine pour transfert horizontal derrière les portes de recoupement

⇒ Consignes à rédiger et à annexer au registre de sécurité **(voir prescription n° 5)**

AMENAGEMENTS INTERIEURS - DECORATION ET MOBILIER (AM)

☐ **Produits et matériaux de parois**

⇒ Parois verticales : M2

⇒ Plafonds : M1

⇒ Revêtement des sols : M4

⇒ Poutres et poteaux apparents dans les locaux **(voir prescription n° 2)**

DESENFUMAGE (DF)

☐ **Désenfumage des escaliers**

⇒ Désenfumage par balayage naturel réalisé par exutoires

⇒ Dispositifs de commande au bas des escaliers

☐ **Désenfumage des circulations horizontales encloisonnées et des halls accessibles au public**

⇒ Désenfumage des circulations assuré par les salles de cours **(Cf. Article R 19 § 2)**

⇒ Désenfumage par balayage naturel du hall réalisé par ouvrants en façade

⇒ Dispositif de commande en bas du hall

CHAUFFAGE, VENTILATION, CLIMATISATION, CONDITIONNEMENT D'AIR (CH)

☐ Implantation des appareils de production de chaleur

⇒ Sous-station du réseau de distribution de chaleur urbain (accès extérieur)

☐ Traitement d'air et ventilation

⇒ Ventilation de confort (2 CTA)

⇒ Ventilation mécanique contrôlée

INSTALLATIONS ELECTRIQUES (EL)

☐ Règles d'installation

⇒ Local TGBT situé au rez-de-chaussée (accès extérieur)

⇒ Dispositif de mise hors tension générale situé à l'entrée de l'établissement

ECLAIRAGE (EC)

☐ Généralités

⇒ Eclairage normal et de sécurité

☐ Eclairage de sécurité

⇒ Eclairage d'évacuation par blocs autonomes

ASCENSEURS – ESCALIERS MECANQUES ET TROTTOIRS ROULANTS (AS)

☐ Ascenseurs

⇒ 1 ascenseur desservant tous les niveaux

MOYENS DE SECOURS CONTRE L'INCENDIE (MS)

☐ Moyens d'extinction

⇒* Besoin en DECI : 60 m³/h à moins de 150 mètres de l'entrée de l'établissement

⇒ Poteau d'incendie n° 592, situé rue Michel Ange, à moins de 20 mètres de l'entrée (débit = 60 m³/heure ; pression = 4,6 bars)

⇒ Poteau d'incendie n° 432 situé au rond-point d'Heinlex, à moins de 150 mètres de l'entrée (débit = 60 m³/heure ; pression = 4,5 bars)

⇒ Extincteurs à eau pulvérisée et appropriés aux risques

☐ Service de sécurité incendie

⇒ Personnes désignées par l'exploitant et entraînées à la manœuvre des moyens de secours et à l'évacuation du public

☐ Système de sécurité incendie

⇒ Système de sécurité incendie de catégorie E associé à un équipement d'alarme de type 2b

⇒ Signal sonore complété par un signal visuel dans les locaux amenés à être fréquentés isolément par des personnes en situation de handicap et dans les zones bruyantes (sanitaires et salons de coiffure)

☐ Système d'alerte

⇒ Téléphone urbain avec autonomie de 1 heure

PRESCRIPTIONS

DEGAGEMENTS

1°/ Limiter l'accès à la zone « Plateau technique » à 19 personnes ou créer un dégagement accessoire (**Article CO 38 § 1**).

AMENAGEMENTS INTERIEURS

2°/ Justifier de l'absence de risque d'auto-combustion par la proximité des poteaux et poutres en bois apparents ou encloisonner ces éléments **(Articles AM 1 et R.143-13 du Code de la construction et de l'habitation)**.

MOYENS DE SECOURS

3°/ Afficher à l'entrée de l'établissement un plan facilitant l'intervention des sapeurs-pompiers. Celui-ci devra faire apparaître :

- les dégagements, les éventuelles espaces d'attente sécurisés et les cloisonnements principaux,
- les locaux techniques et autres locaux à risques,
- les dispositifs et commandes de sécurité,
- les organes de coupure des fluides,
- les organes de coupure des sources d'énergie,
- les moyens d'extinction fixes et d'alarme **(Article MS 41)**.

4°/ Fournir à la commission de sécurité, le jour de la visite d'autorisation d'ouverture, l'attestation de formation du personnel au déclenchement de l'alarme, à l'évacuation, à la manipulation des extincteurs **(Articles MS 46 et 48)**.

OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

5°/ Elaborer les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap et les annexer au registre de sécurité **(Article GN 8)**.

6°/ L'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation **(Article GN 13)**.

7°/ Faire établir par les différents installateurs, les certificats de conformité attestant que leurs installations et/ou équipements sont conformes aux normes en vigueur **(Article GN 14)**.

8°/ Faire suivre d'effet les observations contenues dans le rapport de l'organisme de contrôle agréé (APAVE) en date du 05/06/2024 **(Article GE 7)**.

9°/ La visite de la Commission de Sécurité devra être sollicitée auprès de son secrétariat **au moins un mois avant la date prévue pour l'ouverture de l'établissement au public (Article GE 3)**.

Le rapport de vérifications réglementaires après travaux de l'organisme agréé, ne comportant pas de non-conformité, devra être transmis au Service Départemental d'Incendie et de Secours **au moins 2 jours ouvrables avant la visite**.

10°/ Transmettre au Maire, à la réception des travaux, les documents suivants **(Article 46 du décret du 8 mars 1995 modifié)** :

- a) l'attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité, conformément aux textes en vigueur,
- b) l'attestation de l'organisme agréé précisant que la mission solidité a bien été exécutée ; cette attestation est complétée par les relevés de conclusion des rapports de contrôle attestant de la solidité de l'ouvrage.

**En conclusion, sous réserve d'exécuter les prescriptions sus-énoncées,
je vous propose d'émettre un AVIS FAVORABLE à l'exécution de ce projet.**

**L'Officier de Sapeurs-Pompiers,
Rapporteur de la Commission**



Capitaine Guillaume BUCCO

**P/Le Directeur Départemental
L'adjoint au chef du groupement prévention**



Commandant Christophe BERINGUIER



COMMISSION COMMUNALE D'ACCESSIBILITE ERP

Séance du 10 octobre 2024

PROCES-VERBAL

Maison de l'Apprentissage

66 rue Michel Ange

Extension Nord de la Maison de l'Apprentissage

AT/PC 044 184 24 0091T

Après examen du rapport d'étude du rapporteur de la Commission Communale d'Accessibilité en date du 19 septembre 2024, la Commission Communale d'Accessibilité ERP émet, à l'unanimité, un **AVIS FAVORABLE** au projet.

Cet avis est assorti des prescriptions contenues dans ce rapport qui devront être respectées à l'occasion des travaux.

Fait à Saint-Nazaire, le 10 octobre 2024

La Présidente de la Commission Communale
d'Accessibilité ERP de Saint-Nazaire.



Ville de Saint-Nazaire

CS 40416

44600 SAINT-NAZAIRE

T 02 40 00 40 00

www.saintnazaire.fr/contact



**Direction de l'Urbanisme et de l'Aménagement
Service Urbanisme Réglementaire**

Saint-Nazaire, le 19/09/2024

Affaire suivie par : Christelle TOMASI
Tél. 02 40 00 40 00
Christelle.tomasi@saintnazaire.fr

**COMMISSION COMMUNALE D'ACCESSIBILITE
Pour Etablissement Recevant du Public
dans le cadre de permis de construire**

Séance du 10/10/2024

EXAMEN DE LA DEMANDE
N° AT/PC 044 184 24 T 0091

Nom de l'Établissement : Maison de l'Apprentissage de Saint-Nazaire

Nature des Travaux : Extension du bâtiment existant

Lieu : 66 rue Michel Ange
44600 SAINT NAZAIRE

Demandeur : CCI NANTES ST-NAZAIRE
Représentée par Monsieur TRICHARD Yann
1 rue Françoise Sagan
44800 SAINT-HERBLAIN

Maître d'œuvre : Atelier Téqui Architectes
10 rue de Paradis
75010 PARIS Cédex

Désignation de l'activité : ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT

CLASSEMENT : ERP 3^{ème} catégorie type R et N

REGLEMENTATION APPLICABLE :

Code de la Construction et de l'Habitation (articles L161-1, L122-3 à L122-6, R162-8 à R162-12 et R164-6) ;
Code de l'Urbanisme (articles L425-3, R425-15 et R431-30) ;
Décret du 17 mai 2006 ;

- Arrêté du 8 décembre 2014 relatif à l'accessibilité des personnes handicapées des ERP situés dans un cadre bâti existant ;
- Arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité des personnes handicapées des ERP lors de la construction de bâtiments neufs ;
- Arrêté du 19 avril 2017 et arrêté du 22 mars 2007 ;

Circulaire interministérielle du 30 novembre 2007, annexe 8.

DOCUMENTS EXAMINES :

- Imprimé cerfa spécifique en date du 22/05/2024 ;
- Notice d'accessibilité ;
- Dossier de plans en date du juillet 2024 ;

DESCRIPTION GENERALE :

Il s'agit d'une extension de l'Apprentissage de Saint-Nazaire, avec l'agrandissement de l'ERP existant avec une aile Est, le réaménagement des locaux internes (bureaux, salle de cours...), une extension au Nord avec un nouvel ERP.

L'agrandissement de l'ERP existant accueille le nouveau laboratoire pâtisserie, implanté au rdc, il se compose d'une ossature légère, de façades à ossature bois et bardage bois percées par de larges baies vitrées et d'une toiture végétalisée.

La partie extension Nord accueille un nouvel ERP indépendant. Elle accueille les CFA coiffure Martello, l'extension du centre de documentation au rdc et dans les étages les salles de cours.

Le bâtiment à R + 2 est composé en structure mixte bois/béton avec une façade à ossature bois, un bardage bois, des ouvertures en bandeau et une toiture plate végétalisée. Il est séparé en son centre par une faille vitrée espace bioclimatique avec des façades en ventelles.

PROJET ACCESSIBILITE :

Le parc de stationnement a été modifié, il comprend 7 places PMR pour 181 places au total.

Les cheminements extérieurs depuis la rue Albert Einstein et la rue Michel Ange jusqu'à l'accès principal sont conformes. Des rampes d'accès au hall principal sont aménagées et présentent une pente de 4% et 5%.

La borne d'accueil dispose d'une partie surbaissée.

Les circulations intérieures présentent une largeur et des espaces de manœuvre suffisants. Un nouvel ascenseur à la norme NF EN 81-70 : 2003 a été mis en place dans l'extension Nord : il dessert les niveaux R + 1 et R + 2.

Les différents sanitaires créés comprennent Un sanitaire PMR avec dimensions et équipements adaptés.

Tous les équipements et dispositif de commande sont conformes.

PRESCRIPTIONS :**1-Cheminement extérieur :**

-Conformément à l'article 2 de l'arrêté correspondant concernant les ERP et IOP :

- Un palier de repos sera nécessaire en haut et en bas de chaque plan incliné quelle qu'en soit la longueur.
- En cas de plan incliné de pente supérieure ou égale à 4 %, un palier de repos est nécessaire tous les 10 m. Il correspond à un espace rectangulaire de dimensions minimales 1,20 m x 1,40 m.

2-Stationnement :

-Conformément à l'article 3 de l'arrêté correspondant concernant les ERP et IOP : L'emplacement adapté et réservé destinée au public sera repéré par un marquage au sol ainsi qu'une signalisation verticale.

3-Sanitaires :

-Conformément à l'article 12 de l'arrêté du 1er août 2006 concernant les ERP et IOP :

- Le cabinet d'aisances comporte un lave-mains dont le plan supérieur est situé à une hauteur maximale de 0,85 m équipé d'une robinetterie dont la commande ou la cellule de déclenchement est située à plus de 0,40 m de tout angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant ;
- Un lavabo accessible devra présenter un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant.
- Le choix de l'équipement ainsi que le choix et le positionnement de la robinetterie devront permettre un usage complet du lavabo en position assis.

4-Signalitique :

-Conformément à l'article 11 de l'arrêté correspondant concernant les ERP et IOP : Les éléments de signalisation et d'information devront répondre aux exigences définies à l'annexe 3.

5-Registre :

- Conformément à l'arrêté du 19 avril 2017, un registre public d'accessibilité sera mis à disposition du public par les propriétaires et exploitants. Ce registre précise les dispositions prises pour permettre à tous, notamment aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap, de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement a été conçu.

Les prescriptions générales annexées devront être suivies d'effet le cas échéant.

POUR INFORMATION :

Depuis l'arrêté du 20 avril 2017, les guichets d'accueil des ERP de 3ème et 4ème catégorie neufs ou faisant l'objet d'un aménagement doivent être équipés obligatoirement d'une boucle à induction magnétique.

RECOMMANDATIONS :

Nous attirons votre attention sur les obligations fixées dans les arrêtés 8 décembre 2014 et du 20 avril 2017. Celles-ci ne constituent qu'un minimum qui doit être amélioré chaque fois que cela est possible.

Nous recommandons d'intégrer une tolérance aux dimensions exigées, pour prévenir les aléas de la réalisation.

En effet, seules les dimensions des ouvrages finis sont prises en compte.

Achèvement des travaux :

A l'issue de l'achèvement des travaux et conformément à l'article L122-9 du Code de la Construction et de l'Habitation, le maître d'ouvrage doit fournir un document attestant de la prise en compte des règles concernant l'accessibilité. Cette attestation est établie par un contrôleur technique.

En conclusion, sous réserve d'exécuter les prescriptions ci-dessus, je vous propose d'émettre un avis **FAVORABLE** à l'exécution du projet.

**Le Technicien,
Rapporteur de la Commission Communale
d'Accessibilité ERP de la Ville de Saint-Nazaire,**

Christelle TOMASI



ANNEXE

PRESCRIPTIONS GENERALES CONCERNANT L'ACCESSIBILITE DES PERSONNES HANDICAPEES DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP) SITUES DANS UN CADRE BÂTI EXISTANT

Décret n° 202014-1326 du 05 novembre 2014

Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006

Arrêté du 8 décembre 2014

L'Art. R.162-9 du Code de la construction et de l'habitation dispose que les établissements recevant du public définis à l'article R. 143-2 et les installations ouvertes au public doivent être accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap.

L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements.

CHEMINEMENTS EXTERIEURS

- Le sol ou le revêtement de sol du cheminement accessible devra être non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue. Les trous et fentes situés dans le sol du cheminement accessible doivent avoir une largeur ou un diamètre inférieur ou égal à 2 cm.
- Le cheminement accessible, d'une largeur minimale de 1,20 m libre de tout obstacle, devra permettre à une personne ayant une déficience visuelle ou auditive de se localiser, s'orienter et atteindre le bâtiment en sécurité. Les bornes, poteaux et les nez de marches éventuels devront être de couleur contrastée.
- La hauteur des ressauts devra être inférieure ou égale à 2 cm. Les bords des ressauts devront être arrondis ou munis de chanfreins. Toutefois leur hauteur peut être portée à 4 cm si le ressaut comporte sur toute sa hauteur une pente ne dépassant pas 33 %.
- Un palier de repos est nécessaire en haut et en bas de chaque plan incliné, quelle qu'en soit la longueur. En cas de plan incliné de pente supérieure ou égale à 5%, un palier de repos est nécessaire tous les 10 m.
- Les obstacles aériens devront laisser un passage libre de 2,20 m minimum de hauteur au-dessus du sol.

STATIONNEMENT AUTOMOBILE

- Tout parc de stationnement doit comporter une ou plusieurs places de stationnement pour les personnes handicapées et réservées à leur usage.
- Le nombre de places aménagées doit être au minimum de 2% du nombre total de places prévues pour le public.
- Chaque place adaptée destinée au public doit être repérée par un marquage au sol et une signalisation verticale.
- Les emplacements de stationnement aménagés et réservés aux personnes handicapées devront avoir une largeur minimale de 3,3 m et un dévers de 3 % au maximum.

PORTES, PORTIQUES ET SAS

- Les portes principales desservant des locaux ou zones accessibles pouvant recevoir 100 personnes ou plus doivent avoir une largeur de passage utile minimale de 1,20 m. Pour les portes composées de plusieurs vantaux, la largeur nominale minimale du vantail couramment utilisé est de 0,80 m, soit une largeur de passage utile de 0,77 m.
- Les portes principales desservant les locaux accessibles pouvant recevoir moins de 100 personnes doivent avoir une largeur minimale de 0,80 m, soit une largeur de passage utile minimale de 0,77 m.
- L'effort nécessaire pour ouvrir la porte doit être inférieur ou égal à 50 N, que la porte soit ou non équipée d'un dispositif de fermeture automatique.
- Les portes comportant une partie vitrée importante doivent être repérables ouvertes comme fermées à l'aide d'éléments visuels contrastés par rapport à l'environnement immédiat visibles de part et d'autre de la paroi vitrée.
- Un espace de manœuvre de porte est nécessaire devant chaque porte (de longueur >1,7 m en poussant, de longueur > 2,2 m en tirant par 1,2 m de largeur), à l'exception de celles ouvrant uniquement sur un escalier, des portes des sanitaires, douches et cabines d'essayage ou de déshabillage non adaptés.

ESCALIERS

- La largeur minimale entre mains courantes devra être de 1m. Toute main courante doit se prolonger horizontalement de la longueur d'un giron au-delà de la première et de la dernière marche de chaque volée sans pour autant créer d'obstacle au niveau des circulations horizontales.
- La hauteur des marches devra être inférieure ou égale à 0,17 m et la largeur du giron supérieure ou égale à 28 cm.
- En haut de l'escalier et sur chaque palier intermédiaire, un revêtement de sol doit permettre l'éveil de la vigilance à une distance de 0,50 m de la première marche grâce à un contraste visuel et tactile. Cette distance peut être réduite à un giron de la première marche de l'escalier lorsque les dimensions de celui-ci ne permettent pas une installation efficace du dispositif à 0,50 m.
- La première et la dernière marche doivent être pourvues d'une contremarche d'une hauteur minimale de 0,10 m, visuellement contrastée par rapport à la marche sur au moins 0,10 m de hauteur.

ASCENSEURS

- Un ascenseur est obligatoire :
 - si l'effectif admis aux étages supérieurs ou inférieurs atteint ou dépasse 50 personnes (100 pour les établissements de 5e catégorie lorsqu'il existe des contraintes liées à la présence d'éléments participant à la solidité du bâtiment ainsi que pour les établissements d'enseignement quelle que soit sa catégorie).
 - Lorsque l'effectif admis aux étages supérieurs ou inférieurs n'atteint pas 50 personnes et que certaines prestations ne peuvent être offertes au rez-de-chaussée.
- Les ascenseurs ouverts au public doivent être conformes à la norme NF EN 81-70:2003.

ACCUEIL DU PUBLIC

- Lorsque des usages tels que lire, écrire ou utiliser un clavier sont requis, une partie au moins de l'équipement devra présenter une hauteur maximale de 0,80 m, un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant.
- Les équipements ou éléments de mobilier devront être situés à une hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m du sol, et à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de paroi ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant.

SANITAIRES

- Un cabinet d'aisances adapté doit comporter :
 - en dehors du débâtement de porte, un espace d'usage accessible (0,80 m x 1,30 m situé latéralement par rapport à la cuvette)
 - un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour (diamètre 1,50m) situé à l'intérieur du cabinet ou, à défaut, à l'extérieur devant la porte ou à défaut à proximité de celle-ci.
 - un dispositif permettant de refermer la porte derrière soi une fois entré
 - un lave-main dont le plan supérieur est situé à une hauteur maximale de 0,85 m
 - la surface d'assise de la cuvette est située à une hauteur comprise entre 0,45 m et 0,50 m du sol, abattant inclus, à l'exception des sanitaires destinés spécifiquement à l'usage d'enfants,
 - une barre d'appui latérale est prévue à côté de la cuvette, permettant le transfert d'une personne en fauteuil roulant et apportant une aide au relevage. La barre est située à une hauteur comprise entre 0,70 m et 0,80 m. Sa fixation ainsi que le support permettent à un adulte de prendre appui de tout son poids.
- Le lavabo accessible doit présenter un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant. Le choix de l'équipement ainsi que le choix et le positionnement de la robinetterie doivent permettre un usage complet du lavabo en position assis.
- Les lavabos ou un lavabo au moins par groupe de lavabos devront être accessibles aux personnes handicapées ainsi que les divers aménagements tels que notamment miroirs, distributeurs de savon, sèche-mains
- La couleur des équipements (cuvette, lavabo...) devra être contrastée par rapport à leur environnement immédiat (murs, plafonds sols...).

CABINES ET ESPACES A USAGE INDIVIDUEL

- Lorsque des prestations sont offertes dans des cabines, au moins une cabine devra être accessible aux personnes handicapées si l'établissement n'en comporte pas plus de 20.

- Les cabines doivent disposer :
 - d'un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour (de diamètre 1,50 m hors débatement de porte)
 - d'un équipement permettant de s'asseoir et de disposer d'un appui en position « debout »
- Les douches adaptées doivent comportées
 - un siphon de sol
 - un équipement permettant de s'asseoir et de disposer d'un appui en position « debout »,
 - en dehors du débatement de porte, un espace d'usage accessible à une personne en fauteuil roulant (0,80 m x 1,30 m) situé latéralement par rapport à l'équipement permettant de s'asseoir,
 - un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour (de diamètre 1,50 m hors débatement de porte) situé à l'intérieure de la douche adaptée ou, défaut, à l'extérieur,
 - des équipements accessibles en position « assis » notamment des patères, robinetterie, sèche-cheveux, miroirs, dispositifs de fermeture des portes.

ECLAIRAGE

- Valeur d'éclairage au sol :
 - 20 lux pour le cheminement extérieur accessible, les parcs de stationnement extérieurs et leurs circulations piétonnes accessibles,
 - 20 lux pour les parcs de stationnement intérieurs et leurs circulations piétonnes accessibles ;
 - 200 lux au droit des postes d'accueil ou des mobiliers en faisant office ;
 - 100 lux pour les circulations intérieures horizontales ;
 - 150 lux pour chaque escalier et équipement mobile.

Lorsque la durée de fonctionnement d'un système d'éclairage est temporisée, l'extinction est progressive. Dans le fonctionnement par détection de présence, la détection couvre l'ensemble de l'espace concerné et deux zones de détection successives se chevauchent obligatoirement.

La mise en œuvre des points lumineux évite tout effet d'éblouissement direct des usagers en position « debout » comme « assis » ou de reflet sur la signalétique.

LOCAUX D'HEBERGEMENT

- Pour les établissements d'hébergement de personnes âgées dépendantes ou de personnes présentant un handicap moteur, l'ensemble des chambres ou logements, salles d'eau, douches et cabinet d'aisance est adapté.
- Pour les autres établissements, le nombre minimal de chambres adaptées est défini de la façon suivante :
 - 1 chambre si l'établissement ne comporte pas plus de 20 chambres ;
 - 2 chambres si l'établissement ne compte pas plus de 50 chambres ;
 - 1 chambre supplémentaire par tranche ou fraction de 50 chambres supplémentaire au-delà de 50.
- Les chambres adaptées sont réparties entre les différents niveaux accessibles.